



[Signature]

AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI) N° 08A /AMI/MINADER/PADFA II/CN/RAF/RPM/2024
DU 04 JUIL 2024 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ÉTUDE POUR LA RÉALISATION DE
LA SUPERVISION ET LE CONTRÔLE DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE 150 HA DE BAS-FONDS
RIZICOLES ET RÉHABILITATION DE LA PISTE D'ACCÈS AU BAS-FOND DE BU, DANS LES DÉPARTEMENTS
DE LA MEZAM (ARRONDISSEMENT DE BAFUT) ET DE LA MENCHUM (ARRONDISSEMENT DE WUM
CENTRAL), RÉGION DU NORD-OUEST, POUR LE COMPTE DU PADFA II

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un financement dont il envisage de faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil. L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles – Phase II (PADFA II).

Les services de conseil comprennent l'examen de la conformité au projet et visa des dossiers d'exécution, la direction de l'exécution des contrats de travaux, l'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier, la sensibilisation et animation des populations bénéficiaires ainsi que l'assistance aux opérations de réception.

L'objectif de la prestation de superviser et contrôler la réalisation des travaux d'aménagement hydro agricoles de 150ha de bas-fonds rizicoles et réhabilitation de la piste d'accès au bas fond de Bu, dans les départements de la Mézam (arrondissement de Bafut) et de la Menchum (arrondissement de Wum central), région du Nord-Ouest.

La mission qui prend effet à compter de la date de notification du contrat couvrira une période de six (06) mois.

Le PADFA II invite à présent les sociétés de conseil admissibles (les "sociétés de conseil") à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les sociétés de conseil intéressées sont tenues de donner des informations attestant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services et de l'envoyer à l'adresse indiquée ci-dessous.

Nous attirons l'attention des sociétés de conseil intéressées sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

La société de conseil ne peut être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Toute société de conseil qui serait en pareille situation sera écartée, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors qu'une société de conseil, les membres de son personnel ou les sociétés qui lui sont affiliées a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, b) répondent à plusieurs appels à manifestation d'intérêt dans le cadre de la présente procédure de passation de marchés, c) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction de l'acheteur ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution de ce dernier. Les sociétés de conseil sont en permanence tenues de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion de la société de conseil, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Les sociétés de conseil seront sélectionnées selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)e, expliquée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante:
<https://www.ifad.org/fr/project-procurement>
Les critères de présélection sont les suivants :

[Signature]

Critères Essentiels :

- (i) **Qualité de l'offre 5 points**
 - Reliure (2points)
 - Lisibilité (2points)
 - Agencement (1point)
- ii) **Références générales du Bureau d'étude 40 points**
 - Niveau d'ancienneté dans le domaine du suivi/ contrôle des travaux d'infrastructures rurales et d'aménagements hydro agricoles (10 points)
 - Références générales dans la conduite du suivi/contrôle des travaux d'infrastructures rurales (pistes rurales) (10 points)
 - Références générales dans la conduite du suivi/contrôle des travaux d'aménagements hydro agricoles (20 points)
- (ii) **Références spécifiques du Bureau d'étude au Cameroun, dans les Hauts Plateaux du Cameroun (zone de savane humide d'altitude) ou toute zone similaire sur le plan agro écologique (55 points)**
 - Références spécifiques dans l'élaboration, l'exécution et la conduite du suivi/contrôle des projets d'aménagements hydro-agricoles (30 points)
 - Références spécifiques dans l'élaboration, l'exécution et la conduite du suivi/contrôle des projets d'infrastructures rurales (Pistes rurales) 25 points)

Les Critères Éliminatoires :

- Absence de formulaire FIDA d'auto-certification pour service de consultant (daté, paraphé et signé par le soumissionnaire) ;
- Score technique minimum requis après l'évaluation des Manifestations d'Intérêt pour être qualifié à l'étape suivante est de 80 points sur 100 ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.

Des sociétés de conseil peuvent constituer entre elles des associations sous la forme d'une co-entreprise ou d'un cabinet proposant des activités de conseil en sous-traitance afin d'être mieux qualifiées.

LE CONTENU DES MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT (MI) :

La Coordinatrice Nationale du PADFA II invite les Consultant-firmes ou Groupement de consultants ayant des qualifications requises à manifester leur intérêt pour la réalisation des services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations :

- Une lettre de manifestation/motivation du consultant adressée à la Coordinatrice Nationale du PADFA II ;
- Les références dans les missions similaires du consultant/firme ou du groupement de consultants (copies premières pages, pages de signature et pages d'enregistrement des contrats similaires);
- Les expériences du consultant/firme.
- Formulaire FIDA d'auto-certification pour service de consultant (daté, paraphé et signé par le soumissionnaire) / téléchargeable sur le site internet du PADFA II ou à retirer à la cellule de passation des marchés du PADFA II.

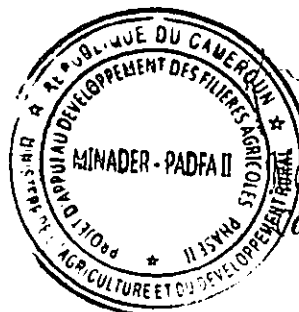
Les Manifestations d'Intérêt doivent être remises sous forme écrite rédigées en français ou anglais en sept exemplaires, dont un original et six copies marqués comme tel, et une version compatible (PDF ou Scannée) desdites Manifestations sur une clé USB en bon état. Elles devront être soumises à l'adresse ci-après : Unité de Coordination et de Gestion du Projet (UCGP) du PADFA II, sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'ambassade de Chine. Téléphone : (+237) 222 20 74 44. Email padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net; Cellule de Passation des Marchés ; Le 24 juin 2024 heures au plus tard. À l'attention de : Mme la Coordinatrice Nationale du PADFA II.

Elles devront porter la mention :

Recrutement d'un Bureau d'Étude pour la réalisation de la supervision et le contrôle des travaux d'aménagement de 150 Ha de bas-fonds rizicoles et réhabilitation de la piste d'accès au bas-fond de bu, dans les départements de la Mezam (Arrondissement de Bafut) et de la Menchum (Arrondissement de Wum Central), Région du Nord-Ouest, pour le compte du PADFA II»

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

LA COORDONNATRICE NATIONALE



Brigitte Bouquet Hélène
Coordinatrice Nationale



EXPRESSIONS OF INTEREST (EI) No. 021 /EI/MINADER/PADFA II/NC/FO/PO/2024 OF 04 JUL 2024
RELATING TO THE RECRUITMENT OF A CONSULTING FIRM FOR CARRYING OUT
SUPERVISION AND CONTROL OF DEVELOPMENT WORKS OF 150 HA OF RICE-GROWING
LOWLANDS AND REHABILITATION OF FEEDER ROAD TO THE BU LOWLANDS, IN MEZAM
DIVISION (BAFUT SUB-DIVISION) AND MENCHUM (WUM CENTRAL SUB-DIVISION), NORTH-
WEST REGION, ON BEHALF OF PADFA II

Cameroon Government has obtained funding from the International Fund for Agricultural Development (IFAD) which it plans to partially use to provide consultancy services. The use of IFAD funds is subject to IFAD approval, on the terms and conditions set out in the financing agreement and in accordance with IFAD rules, policies and procedures. IFAD and its representatives, agents and officials are exempt from any liability relating to legal actions, proceedings, claims, demands, losses and obligations of any kind and nature that any party may invoke in connection with the Commodity Value Chain Development Support Project– Phase II (PADFA II)

The consulting services include the examination of conformity with the project and approval of execution files, the management execution of work contracts, the scheduling, management and coordination of the construction site, awareness raising and animation of the beneficiary populations as well as assistance with reception operations.

The purpose of the service is to supervise and control the implementation of hydro-agricultural development works on 150ha of rice-growing lowlands and rehabilitation of access to feeder road to the Bu lowlands, in the Mézam division (Bafut Sub-division).) and Menchum division (central Wum Sub-division), North-West region.

The mission which takes effect from the date of notification of the contract will cover a period of six (06) months.

PADFA II now invites eligible consulting firms (the “Consulting Firms”) to indicate their interest in providing the Services in question. Interested consulting firms are required to provide information certifying that they have the required qualifications and relevant experience to provide these services and send it to the address indicated below.

We draw the attention of interested consulting firms to the IFAD Policy on Combating Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism and the Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and operations. The latter sets out the provisions adopted by IFAD regarding objectionable practices. IFAD also strives to ensure that its activities and operations take place in a healthy working environment, free from any harassment, including sexual harassment, and any sexual exploitation or abuse, as specified in its Policy on matters of prevention and repression of sexual harassment, sexual exploitation and abuse.

The consulting firm cannot be in a situation of real, potential or reasonably perceptible conflict of interest. Any consulting company in such a situation will be excluded, unless expressly approved by the Fund. A conflict of interest is alleged to exist when a consulting firm, its staff members or its affiliates a) have relationships that allow them to have undue knowledge of undisclosed information concerning or affecting the selection process and the execution of the contract, b) respond to several calls for expressions of interest within the framework of this procurement procedure, c) have professional or family ties with a member of the management Board of the contracting authority or the latter's personnel, with the Fund or its agents, or with anyone who has taken or could reasonably take part, directly or indirectly, in i) the establishment of this call for expressions of interest, ii) selection process for the relevant contract, or (iii) the execution of the latter. Consulting companies are permanently required to report any situation of real, potential or reasonably perceptible conflict of interest that appears during the establishment of the expression of interest, the selection process or the execution of the market. Non-disclosure of such situations may result in exclusion of the consulting firm, termination of the contract or any other appropriate measure in accordance with the IFAD Policy on the Prevention of Fraud and Corruption in the context of its activities and operations.

Consulting companies will be selected using the Quality-Based Selection (QBS) method, explained in the Practical Procurement Guide available on the IFAD website at the following address: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>

Here are the pre-selection criteria:

Core Criteria:

- (i) Quality of the bid 5 points
 - Binding (2 points)
 - Readability (2 points)
 - Layout (1 point)
- ii) General references of the firm (40 points)
 - Level of seniority in the field of monitoring/control of rural infrastructure and hydro-agricultural development works (10 points)
 - General references in the conduct of monitoring/control of rural infrastructure works (rural roads) (10 points)
 - General references in the conduct of monitoring/control of hydro-agricultural development works (20 points)
- (iii) Specific references from the consulting firm in Cameroon, in High plains of Cameroon (high altitude humid savannah zone) or any similar agro-ecological zone (55 points)
 - Specific references in the development, execution and conduct of monitoring/control of hydro-agricultural development projects (30 points)
 - Specific references in the development, execution and conduct of monitoring/control of rural infrastructure projects (Rural roads) 25 points)

Eliminatory Criteria:

- Absence of IFAD self-certification form for consultant service (dated, initialed and signed by the bidder);
- Minimum technical score required after the evaluation of Expressions of Interest to qualify for the next stage is 80 points out of 100;
- Fake declarations, fraudulent maneuvers or forged documents.

Consulting companies may form associations between themselves in the form of a joint venture or a firm offering subcontracting consulting activities in order to be better qualified.

THE CONTENT OF EXPRESSIONS OF INTEREST (EI):

The National Coordinator of PADFA II invites Consultant-firms or Groups of consultants with required qualifications to express their interest in carrying out the services described above. Interested Consultants must provide the information:

- A cover letter from the consultant addressed to the National Coordinator of PADFA II;
- References in similar missions of the consultant/firm or group of consultants (first page copies, signature pages and registration pages of similar contracts);
- The experiences of the consultant/firm
- IFAD self-certification form for consultant service (dated, initialed and signed by the bidder) / to be downloaded from the PADFA II website or to be collected from the PADFA II procurement unit.

Expressions of Interest must be submitted in written form in French or English in seven copies, including one original and six copies marked as such, and a compatible version (PDF or Scanned) of said Expressions on a USB key in good condition. They must be submitted to the following address: Project Coordination and Management Unit (PCMU) of PADFA II, located in YAOUNDÉ, Bastos, behind the Chinese Embassy. Phone: (+237) 222 20 74 44. Email padfacameroon@gmail.com; www.padfa.net; www.padfa.net; 24 JUL 2024 3 P.M. To the attention of the National Coordinator of PADFA II.

They must be marked as:

Recruitment of a Consulting Firm to carry out the supervision and control of development works on 150 hectares of rice-growing lowlands and rehabilitation of the feeder road to bu lowlands, in Mezam division (Bafut Sub-division) and Menchum (Wum Central Sub-division), North-West Region, on behalf of PADFA II"

"To be opened only during the bids opening session"

